



COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL EUROPEEN

SEANCE PLENIERE DES 14 et 15 novembre 2012

Sous la présidence de M. Staffan NILSSON, le Comité Economique Social Européen a auditionné Mme Isabelle DURANT, vice présidente du Parlement européen et M. Diogo PINTO au nom du groupe de liaison "société civile organisée".

Le Comité a discuté et adopté une résolution intitulée « Plus d'Europe ».

Il a voté 25 Avis et Joseph GUIMET, représentant de l'UNAF au CES Européen est intervenu sur 2 Avis : "Contribution et participation des personnes âgées à la société" et "Reprise génératrice d'emplois".

LA SOCIETE CIVILE ORGANISEE

Mme DURANT indique que le dialogue civil est inscrit dans l'article 11 du traité de Lisbonne. Elle dit également que la démocratie représentative est importante mais insuffisante pour vivre dans une société harmonieuse. Elle affirme l'indispensable nécessité d'avoir une démocratie participative telle que le Comité économique Social Européen et les Organisations qui le composent. De plus, la démocratie participative peut s'exprimer :

- par les pétitions,
- par l'initiative citoyenne (1 million de signatures dans les différents Etats),
- par l'utilisation des services sociaux.

M. PINTO regrette qu'il n'existe pas de statut d'associations au niveau européen. Toutes les associations ont les statuts de l'Etat où souvent se trouve le siège social de l'association (France, Belgique, Allemagne ...). L'objectif est donc d'obtenir un statut européen pour les associations, qui œuvrent dans l'espace européen.

LA RESOLUTION DU CESE

Elle demande "plus d'Europe" pour sortir de la crise.

Il est également important que la Société civile soit associée et impliquée dans les orientations prises.

Morceaux choisis de la Résolution sur « Plus d'Europe » pour soumission au sommet européen des chefs d'Etat et de gouvernement des 22 et 23 novembre 2012 :

- « pour susciter "**plus d'Europe**", une Europe dont les composantes se renforcent mutuellement et qui soit plus forte que la somme de ses éléments constituants. L'UE doit rompre avec son image de héraut blafard de l'austérité, de la régression sociale et de la pauvreté. L'union monétaire doit à présent s'accompagner d'une union politique, dotée d'une politique cohérente pour l'économie, les finances, l'emploi et le domaine social en faveur des citoyens. Le **budget de l'UE** doit être configuré de manière à fournir les stimulations appropriées pour favoriser la compétitivité, la croissance et **la création**

d'emploi. Il convient de le renforcer et de le soutenir, par des dispositifs de ressources propres, une politique de cohésion unique à laquelle la société civile soit activement associée et un rôle plus interventionniste pour la Banque européenne d'investissement. Par conséquent, le CESE fait appel aux chefs d'État et de gouvernement pour que les résultats du sommet européen des 22 et 23 novembre soient à la hauteur des enjeux; »

...

- « pour que **la société civile soit associée** au processus d'élaboration des politiques et décisions de l'UE. Cette association constitue un instrument essentiel non seulement pour conférer une légitimité démocratique renforcée aux institutions de l'Union et à son action, mais aussi pour encourager l'essor d'une conception commune des raisons d'être de l'Europe et des objectifs vers lesquels elle mène et pour restaurer la confiance dans le projet européen, en garantissant à ses citoyens qu'ils pourront jouer pleinement leur rôle dans son édification. Pour cela une implémentation rapide des dispositifs de l'article 11 du Traité de l'UE concernant le pilier de démocratie participative est une urgence majeure; »

...

- « **pour que soit réalisée une union fiscale, bancaire et financière**, qui constitue l'indispensable pilier d'une **union économique et monétaire**. La mise en œuvre de ces mesures requiert le **dialogue social** et le **dialogue avec la société civile organisée**; »

...

- « pour qu'**une chance soit donnée à nos jeunes**. Le CESE continuera à inciter l'UE à promouvoir une Europe de recherche et d'innovation, à investir davantage dans les systèmes éducatifs européens et à préserver les ressources nécessaires pour financer et renforcer les programmes de mobilité de la jeunesse tels qu'Erasmus. Le CESE adresse un appel à la Commission pour qu'elle retire sa proposition de budget de l'UE si les États membres, qui ne cessent de parler d'investissements et de croissance, ne soutiennent pas un budget européen et un cadre financier pluriannuel favorable aux investissements d'avenir. Il est nécessaire d'adopter des mesures pour aider les PME à engager des jeunes employés qui se trouvent au chômage et qui manquent éventuellement d'expérience; »

LES AVIS VOTES

<ul style="list-style-type: none"> ➤ Modernisation / Aides d'Etat ➤ Informations relatives aux produits d'investissement ➤ TVA - traitement des bons ➤ Autonomisation sociale et intégration des citoyens roms en Europe ➤ Contribution et participation des personnes âgées à la société ➤ La dimension extérieure de la coordination en matière de sécurité sociale dans l'U.E. ➤ Fiscalis - programme d'action pour la fiscalité ➤ Captures accidentelles de cétaqués dans les pêcheries ➤ Protection des espèces de faune et de flore sauvages/contrôle de leur commerce ➤ Conservation des ressources de pêche ➤ Mesures de reconstitution des stocks d'anguilles ➤ Calendrier des ventes aux enchères des quotas 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mesures techniques et de contrôle dans le Skagerrak ➤ Miel (directive 2001/110/CE) ➤ P.A.C./financement, gestion, suivi ➤ Principes, procédures et actions pour la mie en œuvre de l'Article 11 du Traité de Lisbonne ➤ Passation électronique des marchés publics ➤ Instrument d'aide de préadhésion/Instrument européen de voisinage ➤ La participation des Associations de consommateurs à l'établissement et au fonctionnement du marché unique ➤ Agenda du consommateur européen ➤ Paquet "Union bancaire" ➤ Mécanisme de réaction rapide ➤ Instrument financier pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme ➤ Reprise génératrice d'emplois ➤ Livre vert - Le système bancaire parallèle
--	--

INTERVENTIONS DE JOSEPH GUIMET

Sur « Contribution et participation des personnes âgées à la santé »

Cet Avis a été voté en séance plénière sans débat en conséquence Joseph GUIMET est intervenu en section pour insister sur l'importance des personnes âgées dans la cohésion sociale de notre société, mais aussi pour contribuer à la solidarité intergénérationnelle par laquelle les grands parents apportent – lorsqu'ils le peuvent - l'aide nécessaire à leurs enfants ou petits enfants lorsqu'ils sont en difficulté face au marché de l'emploi. L'exercice de cette solidarité participe aussi à la cohésion sociale.

Joseph GUIMET fait également remarquer que le nombre de femmes bénéficiant d'une pension de retraite propre ira croissant mais que pour autant en raison des écarts de salaire entre les hommes et les femmes, ces dernières auront un pouvoir d'achat plus faible avec des conséquences certaines sur l'économie au regard de la consommation, de l'habitat, du tourisme mais aussi de l'accès à l'offre de services pour le maintien à domicile ...

Sur « Reprise génératrice d'emplois »

Joseph GUIMET a insisté sur 2 points :

- les emplois de l'économie sociale,
- les emplois dit familiaux qui sont directement liés à la personne (garde d'enfants, aide aux devoirs, soutien aux personnes âgées ...)

Tous ces emplois sont importants en quantité et qualité et ils doivent être soutenus, encouragés, valorisés et aidés. Avoir un emploi, c'est la dignité.

Pour en savoir plus, consulter le site internet :

<http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.documents>

La prochaine séance plénière aura lieu les 12 et 13 décembre 2012